

---

premier ministre Mulroney a déjà réaffirmé personnellement au secrétaire général, lors de la visite officielle très appréciée qu'il a effectuée au Canada plus tôt cette année, les aspirations du Canada au sujet de l'Organisation. Le mois prochain, le premier ministre du Canada se joindra ici même à de nombreux autres dirigeants du monde pour proclamer une nouvelle fois l'importance de l'ONU.

La présente session de l'Assemblée générale nous fournira donc l'occasion de rappeler les réalisations des quatre dernières décennies: l'élimination presque totale du colonialisme, la reconnaissance des droits de l'homme à l'échelle internationale, un engagement envers le désarmement général et complet, un programme de renforcement des systèmes financiers et commerciaux du monde, une convention sur le droit de la mer, des traités sur toute une gamme de questions, des progrès importants dans la lutte contre l'analphabétisme, la promotion du statut de la femme.

Nous nous réjouissons particulièrement du consensus qui s'est dégagé à la Conférence de Nairobi marquant la fin de la décennie pour la femme. Les nations du monde se sont entendues sur un plan d'action pour la promotion de la femme à mettre en œuvre au cours des 15 prochaines années. Les Canadiens sont fiers du rôle d'incitation au consensus joué par notre délégation, et notre gouvernement entend définir des moyens de concrétiser les stratégies de Nairobi. Il va sans dire que l'Organisation elle-même doit, dans l'exécution de ses programmes et dans sa politique de recrutement aux échelons supérieurs, respecter intégralement les objectifs énoncés dans les stratégies d'avenir. À l'heure actuelle, les femmes occupent moins de 6 pour cent des postes professionnels de haut niveau, et il est incontestable que l'Organisation a encore beaucoup de progrès à faire dans la réalisation de l'équité.

Il nous faudra également examiner sérieusement la réforme du fonctionnement de l'Organisation. Dans la rigueur de l'hiver canadien, les maisons que l'on n'entretient pas finissent par être abandonnées, précisément parce qu'elles n'offrent plus la protection qu'elles devaient assurer. Nous ne pouvons pas nous permettre de négliger l'entretien de cette maison des Nations Unies.

Il nous faut reconnaître que des signes de négligence se manifestent. Il arrive trop souvent que des institutions spécialisées débattent de questions politiques controversées. L'ordre du jour de l'Assemblée et de ses Commissions est constamment alourdi par des débats rituels. Certains pays riches refusent de verser leur contribution, tandis que d'autres menacent de réduire leur quote-part. Le secrétaire général a fait preuve de courage en attirant l'attention à maintes reprises sur ces déficiences.

Les changements et les réformes revêtent une importance décisive pour les Nations Unies. Il nous faut redonner à cette prestigieuse Assemblée l'autorité qui lui a été conférée par la Charte. Nous devons donc renouveler nos efforts et, de façon systématique, nous fixer des buts et des objectifs qui peuvent être atteints. Nous avons envoyé des Canadiens à Chypre, dans le Golan et dans d'autres points chauds parce que nous souhaitons que le système mondial soit efficace. Les Canadiens entendent préserver maintenant un système qu'ils ont contribué à consolider lors de périodes de crise. Les délégations ici présentes n'ignorent pas qu'au cours des derniers mois, le Canada et d'autres pays se sont efforcés de définir et de mettre en œuvre un ensemble de mesures pragmatiques et réalisables nous permettant de poursuivre cet objectif. Nous continuerons de déployer des efforts en coopération avec toutes les

---